

# L'Etat aurait détruit des centaines de millions de masques périmés en plein cœur de la pandémie de coronavirus

A la fin 2019, le gouvernement aurait découvert des stocks de plusieurs millions de masques. Certains, dont la date de péremption était dépassée, ne pouvaient être utilisés. Les journalistes Gérard Davet et Fabrice Lhomme ont enquêté sur la manière dont la France a continué de détruire son stock de masques.

Alors que les ultimes détails viennent d'être dévoilés sur le plan de déconfinement et que le gouvernement vient de rassurer les Français et les citoyens sur le stock de masques, la rédaction du Monde a dévoilé une enquête des journalistes Gérard Davet et Fabrice Lhomme. Dans leur article, « 2017-2020 : comment la France a continué à détruire son stock de masques après le début de l'épidémie », ils reviennent sur la polémique des masques.

L'Etat a été accusé, face à la pandémie de Covid-19, de ne pas avoir été en mesure d'anticiper le stock des masques afin de pouvoir être en mesure d'en fournir au personnel soignant et aux Français dès les débuts de la crise.

Dans cette enquête publiée jeudi, le journal Le Monde évoque une gestion « chaotique » des stocks, assurant que **« des millions » de ces masques de protection, « issus des réserves étatiques, dont une part non négligeable était sans doute utilisable, sont consciencieusement brûlés ».**

Selon les révélations des journalistes Fabrice Lhomme et Gérard Davet, la directrice de Santé publique France (SPF), Geneviève Chêne, a confié qu'« une partie » des 616 millions de masques chirurgicaux acquis en 2005-2006 par le gouvernement a été « détruite entre 2017 et 2019 ».

François Bourdillon, ancien patron de SPF, s'est également confié sur cette stratégie :

« Le fait que les masques chirurgicaux soient destinés à la population, et que le ministère de la santé n'était pas convaincu de leur utilité pour le grand public – on l'a vu en 2020 –, je pense que ça a dû jouer dans la prise de décision de ne pas reconstituer les stocks ».

Edouard Philippe a été interrogé lors de la conférence de presse au sujet de cette enquête du Monde. Selon le Premier ministre, « un certain nombre de masques commandés il y a fort longtemps étaient stockés depuis très longtemps, et avaient vu leur date de péremption dépassée, parfois depuis très longtemps ».

Le Premier ministre a affirmé que les équipes du ministère de la Santé ont d'abord trouvé un stock de 75 millions de masques, arrivés à péremption en décembre 2019.

« Quand vous les trouvez au printemps ou à l'hiver 2020 et qu'ils sont arrivés à péremption en 2019, vous pouvez vous dire qu'il est peut-être absurde de les détruire - ce qui normalement

devrait être le cas - au lieu de les garder, de vérifier quand on peut les utiliser. Et si c'est le cas, de les utiliser. C'est ce que nous avons fait. Nous avons ainsi récupéré 75 millions de masques chirurgicaux utilisables ».

L'Etat aurait également, toujours selon Édouard Philippe, fait la découverte de 360 millions de masques supplémentaires, dont la date de péremption était « antérieure ».

« Ils étaient périmés depuis beaucoup plus longtemps. On a regardé dans ce qui était périmé ce qui pouvait être utilisé. Il n'y en avait pas beaucoup qui pouvaient être utilisés. Ils étaient déjà très anciens et étaient devenus inutilisables ».

Selon l'enquête de Gérard Davet et Fabrice Lhomme, « en pleine crise du Covid-19, alors que la France est confinée, les conseillers du premier ministre, Edouard Philippe, découvrent, consternés, que depuis plusieurs semaines, des millions de masques issus des réserves étatiques, dont une part non négligeable était sans doute utilisable, sont consciencieusement brûlés...

Ces fameux masques dont la population a tant besoin, et dont les stocks ont fondu dans des proportions phénoménales au fil des ans depuis 2009. Matignon fait aussitôt stopper le processus de destruction, mais l'épisode offre un saisissant raccourci de ce « désarmement sanitaire » dont le pays paie lourdement le prix aujourd'hui, et dans lequel le pouvoir actuel, notre enquête l'atteste, porte une lourde part de responsabilité. [...]

Au départ de Marisol Touraine du ministère –, les réserves étatiques abritent très précisément 714 millions de masques chirurgicaux. Parmi ceux-ci, 616 millions datant pour l'essentiel de 2005 et 2006, mais sans date de péremption, les 98 millions restants ayant été acquis entre 2014 et 2016.

Or, en mars 2020, il n'en restera plus que 117 millions. En moins de trois ans, les stocks ont été divisés par six ! [...] Selon l'ex-patron de SPF, la pénurie serait surtout la conséquence de la doctrine élaborée en 2011 et entérinée en 2013 confiant à l'Etat la gestion des masques chirurgicaux, destinés au citoyen lambda, et aux employeurs celle des FFP2, plus filtrants, réservés aux professionnels de santé. [...]

**L'exécutif aurait triplement fauté : en détruisant des masques encore bons à l'emploi et, dans tous les cas, en omettant de renouveler mais aussi d'augmenter les stocks [...]**

Que ressort-il, au final, de cette plongée aux origines d'un fiasco historique, à l'heure où les principaux protagonistes du désarmement sanitaire se renvoient la patate chaude ?

**Le sentiment d'une faillite de l'Etat.** Un vrai gâchis surtout, symbolisé par cette dilapidation des stocks de masques aux conséquences dramatiques ».

Pour retrouver l'enquête de Gérard Davet et Fabrice Lhomme, cliquez ci-dessous :

[https://www.lemonde.fr/sante/article/2020/05/07/la-france-et-les-epidemies-2017-2020-l-heure-des-comptes\\_6038973\\_1651302.html](https://www.lemonde.fr/sante/article/2020/05/07/la-france-et-les-epidemies-2017-2020-l-heure-des-comptes_6038973_1651302.html)

[http://www.ordiecole.com/coronavirus/20200508\\_davet & lhomme.pdf](http://www.ordiecole.com/coronavirus/20200508_davet_%20%26%20lhomme.pdf)